

La métropole : site stratégique et nouvelle frontière (Partie 1)

Saskia Sassen

Introduction

À chaque fois qu'au cours de sa longue histoire l'économie du monde a franchi une nouvelle étape, les conditions particulières qui ont rendue possible cette nouvelle étape ont été l'objet d'un questionnement. Pour ce qui est de la période contemporaine, l'une de ses principales caractéristiques est le rôle croissant joué par les technologies de l'information qui, en facilitant la circulation des capitaux et en les rendant plus disponibles finissent par réduire le contrôle exercé par les États sur des secteurs clé de leurs économies. Le cas des entreprises de pointe du secteur de l'information, c'est-à-dire celles de la finance et du conseil, illustre bien cette situation. En effet, ces entreprises ont tendance à évoluer dans un espace économique [3]. indépendant des États tandis que leurs produits circulent avec une extrême facilité, voire même instantanément, d'un bout à l'autre de la planète.

Dans leur majorité, les représentations qui sont faites aujourd'hui de la mondialisation de l'économie mettent en valeur les trois aspects suivants : l'hypermobilité, les communications à l'échelle planétaire et la perte de sens des notions de lieu et de distance. L'existence d'un système économique planétaire est de plus en plus souvent perçue comme un fait établi qui ne serait que l'expression de la puissance des entreprises multinationales combinée à la possibilité de communiquer à l'échelle planétaire. Pourtant, les moyens qui permettent d'entreprendre des activités d'envergure mondiale, de les coordonner et de les contrôler - moyens que les nouvelles technologies de l'information et la puissance des entreprises multinationales mettent en œuvre - doivent eux-mêmes être produits. En soulignant l'importance de la production de ces moyens, nous mettons en lumière un aspect souvent négligé du rôle, désormais bien connu, joué par la puissance des entreprises multinationales et par les nouvelles technologies. L'accent est mis ainsi sur l'ensemble des pratiques qui constituent ce que nous appelons la mondialisation de l'économie ou encore le contrôle à l'échelle mondiale. Plus précisément, ces pratiques consistent, d'une part à créer et à reproduire les structures organisationnelles et les méthodes de gestion d'un système productif d'envergure planétaire et, d'autre part, à mettre en place un marché

mondial des capitaux, le tout dans un contexte de concentration économique.

En mettant l'accent sur le rôle de ces pratiques nous nous référons dans l'analyse de la mondialisation de l'économie aux notions de lieu et de processus de production. Force est de constater que ces deux notions sont le plus souvent laissées de côté, les analyses privilégiant généralement l'hypermobilité des capitaux et la puissance des entreprises multinationales. L'intérêt que nous portons aux notions de lieu et de processus de production ne signifie pas cependant que nous remettons en question le rôle central joué par l'hypermobilité et par le pouvoir. Bien au contraire, il permet de mettre en évidence qu'une grande part des ressources nécessaires au bon déroulement d'activités économiques d'envergure mondiale ne possèdent justement pas cette faculté de circuler avec une extrême facilité et plus encore qu'elles sont étroitement imbriquées dans des lieux tels que ces villes que j'ai baptisées « métropoles mondiales » [4] ou des zones franches.

Par ailleurs, en montrant comment les processus à l'œuvre dans la mondialisation sont, au moins en partie, enchevêtrés dans des territoires contrôlés par des États [5], nous introduisons de nouvelles variables dans les travaux que suscitent aujourd'hui la mondialisation de l'économie et la diminution de l'influence de l'État en matière de réglementation. En d'autres termes, nous rendons compte du fait que la dualité générée par les concepts d'espace national et d'espace mondial - qui est considérée comme un donné sans être au préalable discuté dans de nombreuses analyses de la mondialisation de l'économie - ne permet pas d'appréhender correctement l'espace dans lequel se déroulent l'essentiel de ces nouveaux processus économiques indépendants des États. Cette dualité suggère en effet l'existence de deux espaces qui s'exclueraient l'un l'autre ; le second commencerait là où le premier finirait. L'un des principaux objectifs de cet article sera de montrer que cette « opposition » est sans fondement ; en effet, tout ce qui relève d'une activité mondiale s'enracine nécessairement dans des lieux bien précis ainsi que dans des dispositifs institutionnels dont un grand nombre, pour ne pas dire la majorité, relèvent de territoires placés sous le contrôle d'un État.

De plus, en reconstituant la géographie de tous les lieux qui participent au processus de mondialisation, il nous sera possible de mettre en lumière le rôle de tous ceux, personnes, travailleurs, communautés, dont le travail est impliqué dans ce processus et notamment le rôle des nombreuses cultures autres que les cultures d'entreprise, qui sont à l'œuvre dans le monde du travail.

La première partie de cet article sera consacrée à la place qu'occupent les deux concepts de lieu et de processus de production dans les analyses qui sont faites de l'économie-monde. La deuxième partie postulera que l'ensemble des processus qui font la mondialisation sont à l'origine d'une nouvelle géographie qui repose sur les concepts de centre et de périphérie. Dans la troisième et dernière partie enfin, j'envisagerai les métropoles mondiales comme des carrefours où les différentes évolutions que nous avons évoquées précédemment convergent et donnent naissance à de nouveaux enjeux de pouvoir.

Les concepts de lieu et de processus de production au sein de l'économie-monde

Le phénomène de mondialisation peut être déconstruit comme suit : des lieux stratégiques, dans lesquels les processus à l'œuvre dans la mondialisation prennent leurs racines, et des relations qui relient ces lieux entre eux. Les lieux en question comprennent les zones franches et les paradis fiscaux ainsi que les métropoles mondiales bien que le cas de ces dernières soit beaucoup plus complexe. L'ensemble de ces lieux donne naissance à une nouvelle géographie qui appartient en propre au phénomène de mondialisation et met en évidence le fait que ce phénomène est loin d'embrasser le monde entier [6]. De plus, cette géographie est une géographie en mouvement, qui a évolué au cours des derniers siècles et particulièrement au cours des dernières décennies et à laquelle il convient désormais d'ajouter le cyberespace [7].

Par ailleurs, cette géographie de la mondialisation est soumise à deux dynamiques : une dynamique de dispersion et une dynamique de centralisation ; notons que ce n'est que récemment que cet aspect de la géographie de la mondialisation a commencé à acquérir une légitimité [8].

D'un point de vue spatial, nous assistons à une très forte dispersion des activités économiques, souvent associée au phénomène de mondialisation, et ce au niveau des grandes villes, comme au niveau des États ou au niveau planétaire ; cette dispersion est à l'origine d'une demande de territoires d'un genre nouveau, à savoir des lieux conçus pour centraliser l'ensemble des activités de direction et de contrôle. Et de fait, dans un environnement économique comme le nôtre, qui se caractérise par une tendance à la concentration, que ce soit en termes de contrôle des activités, de propriété des moyens de production ou de partage des bénéfices, la dispersion dans l'espace des activités économiques, facilitée par l'essor des technologies de la

communication, se traduit par une forte croissance de toutes les fonctions centralisées [9]. En effet, les marchés, qu'ils soient nationaux ou mondiaux, et de manière générale toutes les organisations d'envergure mondiale ont besoin de ces lieux pour que le travail spécifique qu'implique le processus de mondialisation puisse s'effectuer [10]. Les entreprises du secteur de l'information elles-mêmes ont besoin d'une importante infrastructure matérielle, notamment au niveau des nœuds stratégiques où est concentrée une très forte quantité d'équipements ; il nous faut donc bien faire la distinction entre d'une part, la capacité d'avoir recours à des transmissions de données, ou à des communications, à l'échelle planétaire et, d'autre part, les moyens matériels qui rendent possible ces communications. En définitive, même les entreprises les plus en pointe dans le secteur de l'information ont des processus de production qui sont, au moins pour partie, inscrits géographiquement, y compris lorsque les produits issus de ces processus sont caractérisés par leur hypermobilité ; cette inscription géographique s'explique par la complexité des combinaisons de ressources que nécessitent ces processus de production.

L'un des principaux objectifs de mon travail a été de considérer les métropoles comme les lieux où se réalise aujourd'hui la production des entreprises de pointe du secteur de l'information et de faire apparaître l'infrastructure en termes d'activités, d'entreprises et d'emplois sans laquelle cette économie de grandes entreprises à l'avant-garde du progrès ne saurait fonctionner [11]. Généralement, les entreprises de ce secteur sont caractérisées par l'hypermobilité de leurs produits et par le haut niveau d'expertise de leurs cadres ; en revanche, elles sont rarement caractérisées par leurs processus de production ou par l'infrastructure en termes d'équipements et d'emplois peu qualifiés que nécessitent ces processus et qui font pourtant partie intégrante de leurs activités. Une étude minutieuse de l'économie de ces métropoles produisant essentiellement des services souligne l'extraordinaire articulation qui existe entre les différents secteurs d'activité, les entreprises et un ensemble d'emplois dont on pourrait penser a priori qu'ils ont peu à voir avec ce type d'économie où règnent les services financiers et autres services à forte valeur ajoutée. Or il s'avère au contraire que ces emplois remplissent toute une série de fonctions nécessaires au fonctionnement de ce type d'économie mais aussi qu'ils sont soumis à une stricte segmentation sur la base de critères sociaux, de critères de rémunération et aussi souvent de critères « raciaux » ou « ethniques » [12].

Une bonne part des emplois qui assurent le fonctionnement quotidien des vastes ensembles qui abritent les entreprises produisant des services de pointe, parmi lesquels la finance règne en maître, sont des emplois mal payés où le travail manuel joue un rôle essentiel et beaucoup d'entre eux sont occupés par des femmes ou par des immigrés. Bien que ces personnes et ces formes de travail ne soient jamais reconnues comme faisant partie intégrante de l'économie-monde, il s'avère qu'elles sont bien l'un des constituants de cette infrastructure en termes d'emplois qui est nécessaire à la mise en place et à la gestion du système économique mondial, à l'inclusion d'une de ses formes les plus avancées qu'est la finance internationale [13]. Et en effet, il est beaucoup plus aisé d'identifier le fleuron des grandes entreprises - ces immenses tours qui imposent une image d'elles-mêmes reposant sur leur savoir-faire d'ingénieurs, leur précision et leur technè - , comme la composante nécessaire au bon fonctionnement de ce système économique de pointe plutôt que de se préoccuper par exemple des camionneurs, ou de toute autre catégorie de travailleurs produisant des services pour le secteur industriel et qui sont pourtant tout aussi nécessaires [14].

Nous constatons donc qu'une dynamique de valorisation est à l'œuvre qui a pour effet d'accroître considérablement et très rapidement l'écart entre les secteurs de l'économie qui sont dévalorisés et ceux qui, au contraire, sont valorisés ou, pour être plus exact, dont la valeur est très largement surestimée.

Une nouvelle géographie faite de centres et de périphéries

La montée en puissance des entreprises du secteur de l'information et la croissance de l'économie-monde, toutes deux étroitement imbriquées, ont contribué à donner naissance à une nouvelle géographie qui repose sur les concepts de centre et de périphérie. Certes cette nouvelle géographie reproduit pour part des inégalités déjà existantes, mais elle est aussi le produit d'une dynamique qui est propre à cette forme particulière de croissance économique que nous connaissons aujourd'hui. C'est une géographie qui peut se présenter sous des aspects très divers et qui se manifeste dans toutes sortes de contextes, depuis la répartition des équipements nécessaires aux télécommunications jusqu'à la structure même de l'économie ou encore celle du marché de l'emploi. D'un côté, les métropoles mondiales concentrent une part de plus en plus gigantesque du pouvoir économique tandis que de l'autre, les anciennes villes industrielles connaissent un déclin massif ; des investissements très importants en matière d'immobilier et de télécommunications sont

réalisés dans le cœur des métropoles mondiales ou dans leurs centres d'affaires, mais les quartiers « populaires » de ces mêmes métropoles mondiales et des villes en général manquent cruellement d'équipements ; dans les grandes entreprises, les rémunérations des personnes ayant un niveau d'études élevé atteignent des sommes record, celles des personnes peu ou moyennement qualifiées, au contraire, chutent. Les entreprises de services financiers génèrent des bénéfices considérables, les entreprises industrielles, elles, ont du mal à garder la tête hors de l'eau.

Parmi les nouvelles géographies construites à l'échelle planétaire autour du concept de centre, celle qui s'impose d'emblée est celle qui relie entre eux les carrefours internationaux, les grandes places financières et les principaux centres d'affaires, à savoir : New York, Londres, Tokyo, Paris, Francfort, Zurich, Amsterdam, Los Angeles, Sydney et Hong-Kong entre autres auxquels s'ajoutent désormais des métropoles telles que Bangkok, Taipei, São Paulo et Mexico. Du fait du rôle joué par les marchés financiers, par le commerce des services et par les investissements, le volume des échanges entre ces métropoles a énormément augmenté, à un point tel que les ordres de grandeur en ont été complètement bouleversés [15]. Dans le même temps, les inégalités en matière de ressources stratégiques et d'activités économiques entre les métropoles mondiales et les autres villes de leurs pays respectifs se sont creusées brutalement [16].

Autour de ces villes organisées hiérarchiquement à l'échelle planétaire comme à l'échelle régionale, on trouve un vaste territoire de plus en plus détaché du centre et de plus en plus tenu à l'écart de ces processus économiques dont on considère qu'ils alimentent la croissance de l'économie-monde. Déjà, de grandes villes industrielles et de grandes villes portuaires ont perdu les fonctions qui leur étaient autrefois dévolues et ont amorcé leur déclin, et ce dans des pays aux économies peu développées aussi bien que dans les pays les plus avancés économiquement. On observe un phénomène comparable en ce qui concerne la valeur conférée aux différents types de travail : la valorisation excessive des services à forte valeur ajoutée et du travail des cadres a pour conséquence de stigmatiser les « autres » types d'activités économiques et avec elles les personnes qu'elles emploient, considérées désormais comme inutiles ou tout au moins comme ne relevant pas d'une économie de pointe. Cette distinction entre ce qui participe et ce qui ne participe pas à la nouvelle économie-monde prend aussi d'autres formes. Par exemple, l'analyse classique du processus de mondialisation considère que les entreprises établies à l'étranger ont donné naissance d'une part à une classe de personnes

très qualifiées, habituées à travailler hors de leur pays d'origine et, d'autre part, à des milieux d'affaires très internationalisés. En revanche elle ne prend en compte, ni l'existence d'un marché international des emplois faiblement rémunérés, qu'il s'agisse de ceux du secteur tertiaire ou bien encore de ceux dans lesquels le travail manuel est prédominant, ni l'existence de milieux d'affaires internationalisés au sein des communautés constituées par les populations immigrées. Et de fait, ces processus continuent de faire l'objet de discours en termes de phénomènes d'immigration, discours qui par ailleurs trouve sa source dans une période historique antérieure.

On voit donc que certaines manifestations du processus de mondialisation ou de phénomènes indépendants des États ne sont pas reconnues comme telles ou tout au moins qu'elles font l'objet d'un débat. Le phénomène d'immigration en est un exemple, et avec lui, les nombreuses et diverses communautés de travailleurs qui dans les métropoles sont issues de cette immigration et dont l'activité se trouve souvent recouverte par les notions d' « économie ethnique » ou d' « économie informelle ». Il semble cependant qu'une bonne part des phénomènes que nous appréhendons encore en recourant au vocabulaire utilisé pour décrire les phénomènes d'immigration ou le caractère « ethnique » sont en réalité des ensembles de processus liés d'une part aux effets de la mondialisation sur l'économie, la culture et la construction de l'identité et, d'autre part à une segmentation du marché du travail reposant de plus en plus sur des critères « raciaux » ; la conséquence de cette segmentation est que les processus de production qui sont l'œuvre des communautés issues de l'immigration ne sont pas reconnus comme participant à la mise en place de cette fameuse économie de l'information, mondialisée et extrêmement performante. L'immigration et le caractère ethnique sont catégorisés comme ne pouvant produire que « autre chose ». Il est possible cependant de les appréhender comme un ensemble de processus qui ont pour effet d'inscrire géographiquement les composantes de la mondialisation, de créer des marchés du travail internationaux et de déraciner des cultures venues du monde entier pour les reimplanter ailleurs ; l'immigration et le caractère ethnique deviennent ainsi l'un des fondements du processus de mondialisation à côté de l'internationalisation du capital [17].

La partie suivante montrera comment ces nouveaux processus de valorisation et de dévalorisation se produisent et quelles inégalités ils font naître.

[1] Traduit de l'américain par Georgina et Thierry Ruyer

[2] Saskia Sassen est professeur de sociologie à l'Université de Chicago et « Centennial Visiting Professor » à la London School of Economics. Il est par ailleurs membre du Council on Foreign Relations et « fellow » de l'American Bar Foundation.

[3] N.D.T. : l'auteur parle ici de « space economy ».

[4] N.D.T. : l'auteur parle ici de « global cities ».

[5] N.D.T. : l'auteur parle ici de « national territories ».

[6] . À ce sujet, il est intéressant de se référer à Robertson qui lorsqu'il évoque « la condition humaine planétaire » (a) se représente le monde comme un seul lieu. J'aimerais ajouter cependant que le phénomène de mondialisation est aussi la source de phénomènes de différenciation ; mais ces nouvelles catégories de différences ont peu de choses à voir avec des catégories telles que celles relevant du tempérament, de la culture ou de l'ensemble des caractéristiques d'une nation. Prenons l'exemple de l'univers des grandes entreprises aujourd'hui : s'il possède bien sa propre géographie à l'échelle planétaire, celle-ci ne couvre pas pour autant l'intégralité de la surface du globe. Les espaces qu'elle occupe ont des contours très précis et sont très structurés. Par ailleurs cet univers des grandes entreprises se distingue très nettement des segments qu'occupent les autres acteurs de l'économie, que ce soit à l'échelle locale, par exemple dans une métropole comme New York, ou à l'échelle d'un État. On observe donc, d'une part un phénomène d'homogénéisation autour de critères imperméables aux différences nationales et, d'autre part, un phénomène de différenciation très marqué qui se déroule à l'intérieur même des espaces nationaux. (a) N.D.T. : Robertson utilise l'expression « global human condition ».

[7] Pour des raisons historiques qu'il nous faut rappeler ici, les notions recouvertes par les adjectifs « international » et « mondial » font l'objet de conceptions différentes. Le processus d'internationalisation de l'économie est souvent perçu comme un processus se déroulant dans les pays du centre et étroitement lié au pouvoir exercé par les entreprises multinationales, ou autrefois par les entreprises coloniales.

Les économies d'un grand nombre des pays de la périphérie cependant sont elles-mêmes très internationalisées et ce en raison d'une part du fort taux d'investissements étrangers dans l'ensemble de leurs secteurs d'activité et d'autre part en raison d'une forte dépendance vis-à-vis des marchés internationaux pour leur approvisionnement en devises fortes. Les pays du centre quant à eux ont l'avantage stratégique d'héberger un grand nombre d'entreprises et de marchés capables d'agir à l'échelle du globe ; ils possèdent le pouvoir et les moyens nécessaires pour coordonner et contrôler des activités à l'échelle planétaire. Il est clair que la forme que prend l'« international » dans les pays du centre est sensiblement différente de celle qu'il prend dans les pays de la périphérie.

[8] À ce sujet, voir Sassen Saskia, *The global city* : New York, London, Tokyo, Princeton, N. J., Princeton University Press, 1991.

[9] Sur un plan plus conceptuel, il serait intéressant de se poser la question suivante : l'espace économique d'un système caractérisé par une forte tendance à la concentration peut-il se passer de points d'ancrage ayant une réalité physique ? Ou encore : le pouvoir, et dans notre cas le pouvoir économique, a-t-il nécessairement des relais dans l'espace ?

[10] Voir Sassen Saskia, *The global city* : New York, London, Tokyo, op. cit., notamment les chapitres 2 à 5. J'y explique comment je considère que l'ensemble des services destinés aux entreprises (b), et plus particulièrement ceux qui relèvent de la finance ou du conseil, produisent les éléments de base en matière d'organisation qui sont nécessaires à la mise en place et à la gestion de systèmes économiques d'envergure mondiale. Ces services destinés aux entreprises sont des biens intermédiaires, c'est-à-dire des biens dont d'autres entreprises se portent acquéreurs. On les trouve dans les domaines de la finance, du droit, de la gestion, de l'innovation, du développement, du design, de l'administration, de la gestion du personnel, des technologies de production, de la maintenance, des transports, des communications, de la distribution de gros, de la publicité, du nettoyage, de la sécurité et du stockage. Certains des principaux services destinés aux entreprises peuvent aussi être destinés aux particuliers ; c'est le cas des secteurs de l'assurance, de la banque, des services financiers, de l'immobilier, du conseil juridique, de l'expertise comptable et des associations professionnelles. (b) N.D.T. : l'auteur parle ici de « producer services ».

[11] Le recours à cette méthodologie permet de surmonter un problème qui se pose dans les études consacrées aux phénomènes économiques contemporains et qui est celui de l'unité du champ d'analyse. Le champ ouvert par la notion d' « économie nationale » n'est plus pertinent dès que cette économie devient très internationalisée. Quant à celui ouvert par la notion d' « économie planétaire », il est trop vaste pour qu'une recherche empirique suffisamment précise puisse y être menée. En revanche des métropoles telles que New York ou Londres dont le caractère international est particulièrement prononcé offrent un cadre assez restreint pour permettre d'observer de très près les processus à l'œuvre dans le phénomène de mondialisation sans cependant rien perdre de leur diversité ni de leurs aspects souvent contradictoires. Il devient ainsi possible d'apporter un début de réponse aux questions sur la nécessité de différencier les notions de culture, d'international et de mondial, questions qui ont été soulevées par King Anthony D. dans son ouvrage : *Urbanism, Colonialism and the World Economy. Culture and Spatial Foundations of the World Urban System*, The International Library of Sociology, Routledge, Londres, 1990.

[12] En ma qualité d'économiste politique j'ai été amenée en étudiant ces questions à travailler au sein de plusieurs systèmes de représentations ; aussi m'a-t-il fallu concevoir de nouveaux espaces à leurs intersections. Il arrive en effet qu'au cours d'une démarche analytique deux systèmes de représentation viennent à se chevaucher. Mais le plus souvent, les nouveaux espaces qui devraient être le fruit de ces moments de la démarche analytique sont passés sous silence ou sont absents. La question est donc de savoir ce qui se joue dans ces espaces et plus précisément, quelles opérations analytiques, sémantiques ou de pouvoir y sont à l'œuvre. J'appelle « régions analytiques intermédiaires » (c) l'un de ces types d'espaces à l'intersection de deux systèmes de représentation. Ces espaces en effet sont constitués par des zones de discontinuité où ces dernières trouvent un domaine au lieu de se réduire à une simple ligne de partage. Une grande partie du travail que j'ai consacré aux métropoles et à la mondialisation de l'économie a consisté à mettre en lumière ces zones de discontinuité puis, au moyen d'une démarche analytique, à les constituer en régions intermédiaires plutôt que de les envisager comme des lignes de partage. Un domaine voit ainsi le jour au sein duquel les zones de discontinuités peuvent retrouver un statut en termes d'opérations économiques qui ne soit pas exclusivement fonction de chacun des espaces qui les délimitent, à savoir un simple statut de ligne de partage ; ce nouveau statut des zones de discontinuité est en fait principalement fonction de la discontinuité

elle-même, l'idée étant de montrer que les zones de discontinuité font partie intégrante du système économique. (c) N.D.T. : l'auteur parle ici d' « analytic borderlands ».

[13] J'ai recours pour mener ce genre de recherche à un outil méthodologique particulièrement efficace que j'ai baptisé « réseaux de répartition et de mise en place des opérations économiques » (d). Ces réseaux me permettent de traquer les activités économiques jusque dans des domaines situés au-delà des espaces de plus en plus restreints constitués par les représentations classiques de « l'économie de pointe » et ainsi d'envisager des passages entre des espaces socio-culturels discontinus. (d) N.D.T. : l'auteur parle ici de « circuits for the distribution and installation of economic operations ».

[14] Cette différence de traitement peut être illustrée par l'exemple suivant : en 1987 se produit la première crise boursière majeure après des années de croissance soutenue ; dans la presse, de nombreux articles firent état de la hausse brutale et massive du chômage parmi les personnes travaillant à Wall Street dont les rémunérations étaient particulièrement élevées. En revanche il n'y eut aucun écho de cette autre crise de l'emploi que connaissait simultanément Wall Street et qui elle, frappa le milieu des secrétaires et l'ensemble des milieux ouvriers. Cette seconde crise eut des effets très localisés, par exemple dans le nord de Manhattan où réside la communauté originaire de République dominicaine qui fournit une bonne part du personnel de ménage de Wall Street.

[15] Cf. Noyelle T., Dutka A. B., *International Trade in Business Services : Accounting, Advertising, Law and Management Consulting*, Ballinger Publishing, Cambridge, États-Unis, 1988 ; Knox Paul L., Taylor Peter J. (eds.), *World Cities in a World-System*, Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni, 1995. Cette intensification des échanges a-t-elle contribué à l'apparition de systèmes urbains indépendants des États ? La réponse à cette question est sujet à débat. On observe cependant les phénomènes suivants : la croissance qu'ont connue les marchés mondiaux de produits financiers et de services à forte valeur ajoutée, le besoin de réseaux de services d'envergure planétaire en raison de la forte progression des investissements internationaux, la perte d'influence des États dans le domaine de la réglementation de l'économie au niveau international et parallèlement la montée en puissance de nouvelles institutions telles que les marchés mondiaux ou les centres de décision des grandes entreprises ; ces phénomènes témoignent de l'existence de dispositifs économiques indépendants des États mais tout de même implantés

dans plusieurs d'entre eux. Par ailleurs ces métropoles ne cherchent pas exclusivement à se prendre des parts de marché les unes aux autres bien que cette concurrence entre elles soit souvent réaffirmée ou simplement tenue pour acquise ; il existe en effet une division du travail entre les métropoles de nombreux pays, et à cet égard, il est légitime de parler d'un système-monde, qu'illustre par exemple le secteur de la finance, et non plus seulement d'un système mondialisé (e). Dès lors il est possible de parler de la mise en place, ou tout au moins de l'émergence d'un système urbain indépendant des États. (e) À ce sujet, voir Sassen Saskia, *The global city : New York, London, Tokyo*, op. cit., notamment les chapitres 1 à 4.

[16] Il faut signaler cependant que l'attrait qu'exercent les marchés mondiaux sur les métropoles mondiales remet en question les relations que ces dernières entretiennent avec leur État-nation ou avec la région alentour mais aussi le reste de leur structure économique et sociale. Les métropoles ont toujours été très intégrées au tissu économique de leurs régions respectives dont elles reflétaient d'ailleurs souvent les particularités. Aujourd'hui cependant, les métropoles qui occupent une position stratégique au sein de l'économie-monde tendent à prendre des distances avec les régions en question. Notons par ailleurs que ce constat va à l'encontre d'une proposition communément admise par la recherche universitaire sur les systèmes urbains, à savoir que ces systèmes sont les lieux privilégiés de l'intégration des économies régionale et nationale.

[17] J'ai essayé de montrer dans un autre travail comment, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, des conditions toutes particulières ont présidé à la reprise des déplacements de populations immigrées et de réfugiés ainsi qu'à l'apparition de nouveaux flux migratoires. J'ai cherché notamment à mettre en lumière le fait que les formes prises par l'internationalisation du capital pendant cette période ont poussé de nombreuses personnes à quitter leur pays et ont ainsi jeté des passerelles entre les pays d'émigration et les États-Unis. Le recours à des politiques de développement d'inspiration occidentale allant du passage d'une agriculture de petits cultivateurs à une agriculture d'exportation jusqu'à l'occidentalisation du système éducatif a contribué à la création de flux migratoires à l'échelle régionale, nationale ou internationale. Dans le même temps, les anciennes puissances coloniales européennes ont mis en place des réseaux dans le cadre de leurs administrations et de leurs politiques commerciales et de développement puis, sous le règne de la pax americana, ces réseaux ont pris la forme d'investissements directs de l'étranger, de zones franches et de guerres au nom de la démocratie ; or si les

passerelles que ces réseaux ont bâties ont pu être empruntées par les flux de capitaux, d'informations et de cadres pour se rendre du centre vers la périphérie, il me semble qu'ils ont tout aussi bien pu être empruntés par les flux de populations cherchant à émigrer (f). Dans le même ordre d'idées, il est intéressant de se référer à l'article Hall S., « The Local and the Global : Globalization and Ethnicity », in King Anthony D. (ed.), *Culture, Globalization and the World-System : Contemporary Conditions for the Representation of Identity*. Current Debates in Art History 3, Department of Art and Art History, Binghamton, State University of New York, 1991. L'auteur décrit l'arrivée massive en Grande-Bretagne de populations immigrées venues du Commonwealth dans la période qui a suivi la fin de la deuxième guerre mondiale ; il y explique notamment que l'Angleterre et l'art de vivre des Britanniques avaient une telle influence dans sa Jamaïque natale que ses habitants avaient le sentiment que Londres était leur capitale et qu'ils finiraient tous par aller y vivre un jour ou l'autre. Cette présentation des flux migratoires de l'après deuxième guerre mondiale souligne l'influence que continuent d'exercer la colonisation et les formes de domination qui lui ont succédé sur les principaux processus à l'œuvre dans la mondialisation, particulièrement ceux qui lient pays d'émigration et pays d'immigration. Il n'est donc pas possible de considérer les principaux pays d'immigration comme de simples témoins qui ne seraient pas impliqués ; la mesure de leur responsabilité cependant varie selon les États et selon les époques. (f) À ce sujet voir mon ouvrage paru en 1988.

La métropole : site stratégique et nouvelle frontière (Partie 2)

Saskia SASSEN

La métropole mondiale : un carrefour pour de nouveaux enjeux politico-économiques La mise en place de processus et de marchés d'envergure planétaire dans les principales métropoles a eu pour conséquence une très forte croissance de toute la partie internationalisée de leurs économies, mais elle a du même coup imposé une nouvelle série de critères pour apprécier l'apport des diverses activités économiques et de leurs productions et pour leur assigner une valeur. De nombreux secteurs de l'économie de ces métropoles ont énormément souffert de cette évolution qui ne saurait être appréhendée exclusivement en termes quantitatifs. Les tendances à la polarisation qu'il est possible d'observer se manifestent sous trois formes bien distinctes : premièrement, dans l'organisation spatiale de l'économie des métropoles, deuxièmement, dans les structures qui assurent la reproduction des groupes sociaux et enfin, troisièmement, dans l'organisation du travail. Par ailleurs, ces tendances qui engendrent des formes très diverses de polarisation portent également en elles les conditions nécessaires, d'une part à l'émergence d'une pauvreté et d'une exclusion générées par la situation du marché de l'emploi et, d'autre part, à l'apparition de nouvelles classes sociales. La domination exercée par cette économie de services à forte valeur ajoutée dont j'ai parlé donne en fait naissance à ce que l'on pourrait appeler un nouveau « régime » économique ; elle permet en effet à cette économie de s'imposer à la totalité de l'économie des métropoles alors qu'elle n'en représente elle-même qu'une petite partie. Cette domination est notamment le fait de nouveaux groupes proposant tout un ensemble de services organisés autour de leur activité dans le secteur de la finance. Elle a par ailleurs un effet de polarisation dans la mesure où la capacité des entreprises du secteur de la finance à générer des bénéfices considérables tend à dévaloriser les entreprises industrielles et celles produisant des services à faible valeur ajoutée qui sont incapables de faire de même. En fait, c'est une combinaison complexe d'évolutions récentes qui autorise les entreprises évoluant dans les secteurs de pointe à réaliser de tels bénéfices, à savoir : des technologies permettant aux capitaux de circuler avec une extrême facilité d'un bout à l'autre de la planète, la déréglementation de nombreux marchés qui permet justement de profiter de cette hypermobilité, l'invention d'outils financiers tels que la titrisation qui

en rendant disponibles des capitaux qui ne l'étaient pas jusqu'alors leur permet de circuler et ainsi de générer des profits supplémentaires et enfin, une demande de services sans cesse en hausse dans tous les secteurs de l'industrie qui va de pair avec une complexité et une spécialisation de plus en plus grandes de ces services, complexité et spécialisation qui ont pour conséquence d'en accroître la valeur et souvent de la surestimer comme l'ont montré les hausses exceptionnelles qu'ont connu les salaires des cadres supérieurs et des présidents de société au début des années 80 [1]. De plus, le phénomène de mondialisation concourt à rendre ces services de plus en plus complexes, à accentuer leur dimension stratégique et à accroître la fascination qu'ils exercent, participant ainsi à la surenchère dont ils font l'objet. Le nombre des entreprises capables de générer des bénéfices extrêmement élevés ayant atteint un seuil critique, il contribue désormais à faire monter les prix des locaux commerciaux, des services destinés aux différents secteurs de l'industrie et plus généralement de toutes les ressources nécessaires à l'ensemble de l'activité économique ; la survie des entreprises dont la capacité à générer des bénéfices est plus incertaine se trouve dès lors de plus en plus menacée. Ces dernières assurent pourtant un rôle essentiel pour le bon fonctionnement de l'économie des métropoles et pour la satisfaction des besoins quotidiens des citoyens mais malgré cela, la capacité à générer de considérables bénéfices qui caractérise les entreprises de services financiers et les entreprises de services à forte valeur ajoutée menace leur viabilité. Les entreprises de l'économie internationalisée, et celles qui en dépendent directement, telles que les restaurants et des hôtels haut de gamme, pratiquent des prix élevés et génèrent d'importants bénéfices ; aussi est-il de plus en plus difficile pour les autres acteurs de l'économie de rivaliser en matière d'acquisition de locaux et d'investissements. En conséquence, nombre d'entre eux ont vu le niveau de leurs prestations se dégrader considérablement ou ont dû être délocalisés : on assiste par exemple au remplacement de magasins de proximité, destinés à satisfaire les besoins des habitants d'un quartier, par des boutiques et des restaurants de luxe à destination des revenus élevés des nouvelles élites des métropoles. Certes il y a toujours eu des secteurs de l'économie plus rentables que d'autres. Mais la situation à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui est d'une autre ampleur ; elle engendre en effet de très importantes distorsions entre les opérations qui ont lieu sur des marchés de toutes sortes, depuis le marché du logement jusqu'au marché du travail. Pour donner un exemple, les conséquences de la polarisation sur les entreprises et les ménages ainsi que sur l'organisation spatiale de l'économie contribuent selon moi à développer le caractère informel d'un nombre croissant

d'activités économiques qui participent aux économies de pointe des métropoles. Lorsque des entreprises qui structurellement ne sont pas en mesure de réaliser d'importants bénéfices sont confrontées à une demande suivie pour leurs produits ou leurs services, voire à une hausse de cette demande, de la part des ménages ou des autres entreprises il ne leur sera souvent pas possible de rivaliser, et donc de répondre à cette demande, si elles évoluent dans un environnement économique au sein duquel un important secteur est capable de réaliser des bénéfices largement supérieurs à la normale. Le recours à des pratiques informelles est souvent l'une des rares solutions qui puisse permettre à ce type d'entreprises de s'en sortir ; elles utiliseront par exemple des locaux qui ne sont pas habilités pour abriter des activités commerciales ou industrielles, comme par exemple les sous-sols de locaux d'habitation, ou encore des locaux ne répondant pas aux normes d'hygiène, de sécurité ou autres. Et de la même façon, ce sont des pratiques informelles qui permettront à de nouvelles entreprises de pénétrer sur un marché où leurs produits ou services sont très recherchés bien qu'elles ne soient capables de dégager que des petits bénéfices. Une autre solution s'offre cependant à elles : sous-traiter une partie de leur travail à des acteurs qui eux, auront recours à ces pratiques informelles [2]. La recomposition du paysage des sources de la croissance et du profit consécutive à toutes ces évolutions contribue également à réorganiser certaines composantes des schémas de reproduction des groupes sociaux et des schémas de consommation. Si les classes moyennes restent majoritaires, les conditions qui ont présidé à leur essor et leur ont assuré un pouvoir politico-économique dans les décennies qui ont suivi la fin de la deuxième guerre mondiale, à savoir le rôle central joué par la production et la consommation de masse dans la croissance économique et dans la formation du profit, ces conditions donc ont été grandement modifiées par les nouvelles sources de la croissance. Les secteurs de l'industrie dans lesquels on trouve une forte concentration d'emplois très rémunérateurs et d'emplois qui au contraire sont très faiblement rémunérés, ont connu une croissance rapide qui s'est traduite par des modifications des schémas de consommation qui, à leur tour, ont eu des répercussions sur l'organisation du travail et sur les types d'emploi créés. Le développement d'une classe de travailleurs à hauts revenus et l'apparition simultanée de nouveaux repères culturels ont conduit à la constitution d'une forme de petite noblesse dont l'existence ne repose en dernière analyse que sur l'abondance d'une main-d'œuvre prête à travailler pour une faible rémunération. Dans les métropoles, une grande part des besoins en biens de consommation des ménages à faibles revenus sont satisfaits par de petits ateliers de production ou par des petits magasins de

vente au détail, souvent tenus par les membres d'une même famille et rarement conformes aux normes de sécurité et d'hygiène. Ainsi par exemple, des vêtements produits dans des ateliers clandestins où le droit du travail n'est pas respecté seront suffisamment bon marché pour rivaliser avec les produits importés d'Asie dont les coûts de production sont particulièrement faibles. De plus en plus de produits et de services, tels que du mobilier à bas prix fabriqué dans des sous-sols, des taxis sans licence ou des familles assurant des gardes d'enfants permettent de répondre aux besoins des ménages à faibles revenus dont le nombre ne cesse d'augmenter. Afin de conceptualiser le rôle que jouent aujourd'hui les pratiques informelles dans les économies de pointe des métropoles, il est possible de les envisager comme l'équivalent systémique de ce que l'on appelle la déréglementation qui, elle, est à l'œuvre dans les parties nobles de l'économie [3]. On observe en effet que d'un côté, la déréglementation touche un nombre grandissant des branches les plus en pointe du secteur de l'information tandis que de l'autre, les pratiques informelles séduisent un nombre de plus en plus grand de secteurs qui n'ont pas la capacité de dégager des bénéfices substantiels ; en fait, ces phénomènes peuvent tous les deux être appréhendés comme des ajustements consécutifs à la tension de plus en plus forte existant entre les nouvelles évolutions que connaît l'économie et les anciennes règles qui la régissent [4]. Le concept de « fractures régulatrices » [5] me permet de caractériser cette situation.

Conclusion On peut dès lors considérer que toutes ces évolutions dessinent de nouvelles géographies faites de centres et de périphéries qui bousculent la traditionnelle ligne de partage entre pays pauvres et pays riches ; les nouvelles géographies de la périphérie s'imposent plus particulièrement à nous, et ce de plus en plus, non seulement dans les pays en voie de développement mais aussi au sein même des pays les plus développés économiquement. Dans les métropoles de tous ces pays notamment, on peut observer une nouvelle géographie de centres et de périphéries dans laquelle les inégalités traditionnelles apparaissent renforcées mais qui révèle également l'existence de toute une série de dynamiques productrices de nouvelles inégalités. Les principales métropoles de la planète sont l'espace dans lequel un grand nombre de processus de mondialisation se matérialisent et trouvent une inscription géographique. Or, cette inscription géographique est précisément l'essentiel de ce qu'est réellement le processus de mondialisation. Ajoutons à cela le fait qu'une part grandissante des populations les plus déshéritées s'entassent dans ces métropoles - c'est notamment le cas des populations immigrées d'Europe et des États-Unis, des citoyens américains originaires

d'Afrique ou d'Amérique latine ou encore des habitants des immenses bidonvilles des mégalofoles du Tiers-Monde - et l'on comprendra que les métropoles soient devenues le terrain d'élection des affrontements et de l'expression de toutes les contradictions. Il est possible d'envisager les métropoles comme l'un des lieux où se cristallisent les contradictions que charrie avec elle la mondialisation du capital. D'un côté, elles concentrent une part complètement démesurée de la puissance des grandes entreprises et elles sont l'un des lieux privilégiés où se construit la valorisation excessive dont sont l'objet ces entreprises ; de l'autre, elles concentrent une part toute aussi exagérée des populations les plus déshéritées et sont également l'un des lieux privilégiés où se construit la dévalorisation de ces personnes. Par ailleurs, la coexistence entre ces deux mondes a lieu dans un environnement caractérisé par deux tendances : premièrement, les économies sont de plus en plus nettement indépendantes des États tandis que les métropoles sont de plus en plus des lieux d'importance stratégique pour les capitaux qui circulent d'un bout à l'autre de la planète, et deuxièmement, les populations marginalisées ont désormais les moyens de faire entendre leur voix et la métropole fait maintenant l'objet de leurs revendications. Enfin, l'existence de deux mondes distincts apparaît de plus en plus flagrante car le fossé qui les sépare se creuse de plus en plus. Cette coexistence a fait de la métropole un lieu que l'on se dispute. La métropole mondiale est faite de diversité. Les espaces qui la constituent sont certes marqués par la culture dominante qui est celle des grandes entreprises mais aussi par la multiplicité des autres cultures et des autres formes d'identités, notamment celles qui sont le fruit de l'immigration. Il est aisé de deviner comment la situation va évoluer : la culture dominante ne peut embrasser qu'une partie de la métropole. Les autres cultures et les autres formes d'identité en revanche, elles, sont partout et ce en dépit du fait que le pouvoir exercé par les grandes entreprises s'efforce de leur coller l'étiquette « autre chose » afin de les dénigrer. Les communautés immigrées de New York et de Los Angeles et leurs pratiques économiques informelles sont deux exemples entre autres de cette évolution. À ce jour, les métropoles mondiales sont pour partie des espaces où un certain postcolonialisme trouve à s'exprimer et qui à la vérité, contiennent tous les éléments nécessaires à la mise en place d'un discours postcolonialiste [6]. Le phénomène de mondialisation ouvre un espace de contradictions, caractérisé par de la contestation, de la différenciation et par des passages incessants entre tous les espaces qui le constituent [7].

[Retour à la partie précédente](#)

[1] Il faut noter cependant que la capacité à générer d'importants bénéfices de ces nouveaux secteurs en plein essor repose en partie sur des pratiques spéculatives. La crise des années 90 qui a suivi la hausse exceptionnelle des bénéfices réalisés dans les secteurs de la finance et de l'immobilier au cours des années 80 a d'ailleurs permis de mesurer l'importance de la dépendance à l'égard de ces pratiques spéculatives. La crise cependant ne semble pas avoir affecté l'essentiel de la dynamique observée dans ces deux secteurs. Sans doute faut-il plutôt y voir un simple ajustement, un retour à des niveaux de bénéfices plus raisonnables c'est-à-dire moins spéculatifs. Mais la dynamique de polarisation dans son ensemble, qui est mise en œuvre par les niveaux des bénéfices réalisés dans les économies des métropoles, et les distorsions observées sur de nombreux marchés persistent.

[2] D'une manière plus générale, on assiste à la mise en place de nouveaux segments sur le marché du travail. Cette restructuration est marquée par deux grandes tendances. Premièrement, le rôle joué par l'entreprise dans la structuration de la relation de travail est en perte de vitesse et c'est le marché qui tend à prendre le relais. Enfin deuxièmement, certaines des fonctions qui étaient autrefois du ressort du marché du travail sont désormais assurées par les ménages ou par la communauté dans son ensemble.

[3] Voir mon article « The Informal Economy : Between New Developments and Old Regulations » publié en juin 1994 dans The Yale Law Journal, vol. 103, n 8, p. 2289-2304.

[4] En associant les notions de pratiques informelles et de croissance économique, nous nous situons au-delà de l'analyse qui consiste à dire que l'apparition, dans des métropoles telles que New York ou Los Angeles, de secteurs économiques où règnent les pratiques informelles est due à la présence d'immigrés qui cherchent à reproduire des stratégies de survie importées des pays du Tiers-Monde. Nous nous situons également au-delà de cette autre analyse qui elle, consiste à dire que dans les économies fortement industrialisées que nous connaissons aujourd'hui, ce sont les notions de chômage et de récession économique qui sont les principaux facteurs explicatifs du recours à des pratiques informelles. Il se pourrait par contre que l'association des notions de pratiques informelles et de croissance économique mette en lumière certaines caractéristiques du capitalisme avancé qui sont souvent laissées dans l'ombre. Au sujet des pratiques

informelles dans les économies de nombreux États, on trouvera des travaux récents dans le remarquable recueil d'articles de Parnreiter et al., publié en 1997.

[5] N.D.T. : l'auteur parle ici de « regulatory fractures ».

[6] À ce sujet, voir Hall S., « The Local and the Global... », op. cit ; et, King Anthony D., *Urbanism, Colonialism and the World Economy. Culture and Spatial Foundations of the World Urban System*, London, The International Library of Sociology, Routledge, 1990. Il est particulièrement intéressant de se pencher sur le type d'internationalisation que connaissent aujourd'hui les métropoles des anciennes colonies. À cet égard, le travail effectué par King Anthony D., (op. cit., 1990) et dans lequel il analyse les conditions historiques et les rapports d'inégalité qui ont présidé à la construction de la notion d'« international », est absolument essentiel. King y montre comment au cours de la période coloniale, certaines des principales villes des colonies parmi les plus anciennes étaient en fait bien plus internationalisées que les principales villes des puissances colonialistes. Et pourtant, on considère souvent que l'internationalisation, au sens où on l'entend aujourd'hui, trouve ses origines dans l'histoire des pays du centre. De son côté, Hall met à jour un deuxième point aveugle de la pensée contemporaine lorsqu'il constate que c'est au cœur des anciennes puissances coloniales que les critiques postcolonialiste et postimpérialiste ont vu le jour et qu'elles omettent de prendre en compte tout un ensemble de facteurs dont le rôle paraît aujourd'hui évident dans les villes ou dans les pays des anciennes colonies. Enfin, en ce qui concerne les flux migratoires internationaux qui pour l'essentiel partent des anciennes colonies ou, dans le cas des États-Unis et plus récemment du Japon - cf. Shank G. (ed.), *Japan enters the 21st Century, Social Justice*, vol. 21, n° 2, été 1994 - partent de territoires ayant fait l'objet d'une forme de néocolonialisme pour se diriger vers les pays du centre, l'idée selon laquelle ces flux seraient le pendant du processus d'internationalisation du capital qui aurait débuté avec la colonisation constitue un point aveugle supplémentaire.

[7] Les exemples sont nombreux. La culture de masse, étendue à l'ensemble de la planète, a un pouvoir d'homogénéisation et elle est capable d'intégrer une très grande variété d'éléments prélevés dans les cultures locales. Mais ce processus n'atteint jamais son terme. L'étude que j'ai menée à partir de données concernant l'industrie de l'électronique montre que désormais, travailler dans des secteurs de pointe ne signifie plus automatiquement faire partie de l'aristocratie de

la classe ouvrière. C'est pourquoi par exemple, les femmes travaillant dans les zones franches des pays du Tiers-Monde continuent de faire l'objet d'une discrimination : le capitalisme en effet ne fait aucun cas des différences. Les immigrés « clandestins » sont un autre exemple : cette fois, les frontières entre les États suscitent la différence et la criminalisent. Ces types de différenciation jouent un rôle central dans la mise en place d'un système économique planétaire. À ce sujet, voir notamment : Wallerstein (Ingmar), « Culture as the Ideological Battleground of the Modern World-System », in Featherstone Mike (ed.), *Global Culture : Nationalism, Globalization and Modernity*, Londres, Sage, 1990.